

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

STATUTES OF CANADA 1995

LOIS DU CANADA (1995)

CHAPTER 33

CHAPITRE 33

An Act to amend the Old Age Security Act, the Canada Pension Plan, the Children's Special Allowances Act and the Unemployment Insurance Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les allocations spéciales pour enfants et la Loi sur l'assurance-chômage

BILL C-54

ASSENTED TO 13th JULY, 1995

PROJET DE LOI C-54

SANCTIONNÉ LE 13 JUILLET 1995

CHAPTER 33

AN ACT TO AMEND THE OLD AGE SECURITY ACT, THE CANADA PENSION PLAN, THE CHILDREN'S SPECIAL ALLOWANCES ACT AND THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

SUMMARY

The Acts amended by this enactment comprise a significant part of the federal component of Canada's income support system. This enactment amends the Acts to improve service to clients, to allow for more efficient program administration and, in the case of the *Old Age Security Act* (OAS) and the *Canada Pension Plan* (CPP), to increase consistency between programs.

The OAS is amended to authorize the Minister of Employment and Immigration to waive certain application and information requirements, to permit the Minister to forgive benefit overpayments that occur as a result of administrative error or erroneous advice, to make the retroactive payment of basic pensions consistent with that of other OAS and CPP benefits and to permit OAS clients to cancel their benefits.

The CPP is amended to permit retroactive payment of retirement pensions, to simplify delegation of authority rules, to extend the deadline for divisions of pension credits on marriage breakdown, to permit spouses to cancel assignments of pensions and to permit retirement pension benefits to be paid retroactively to recipients of disability benefits who have incurred overpayments.

The OAS and the CPP are amended to streamline appeal processes and expedite the hearing of appeals.

All Acts included in this enactment are amended to delineate new circumstances under which the Minister may disclose client information and to streamline their administration.

CHAPITRE 33

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE, LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA, LA LOI SUR LES ALLOCATIONS SPÉCIALES POUR ENFANTS ET LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

SOMMAIRE

Les quatre lois modifiées forment le cadre d'une partie importante du régime fédéral de soutien du revenu. Les modifications visent l'amélioration du service au client, la gestion plus efficace des programmes et, en ce qui concerne la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* (SV) et le *Régime de pensions du Canada* (RPC), l'harmonisation des programmes.

La SV est modifiée afin d'autoriser le ministre de l'Emploi et de l'Immigration à accorder des dispenses de présentation de demandes et de communication de renseignements, de permettre au ministre de ne pas exiger le remboursement de prestations versées en excédent à la suite d'avis erronés ou d'erreurs de l'administration, d'harmoniser les dispositions autorisant les versements rétroactifs avec celles du RPC et de permettre aux clients de la SV d'annuler leurs prestations.

Le RPC est modifié afin d'autoriser le versement rétroactif de pensions de retraite, de simplifier les règles de délégation de pouvoirs, de prolonger le délai de partage des crédits de pension en cas de rupture de mariage, de permettre aux conjoints d'annuler des cessions de pension et d'autoriser le versement rétroactif de prestations de retraite aux bénéficiaires de prestations d'invalidité qui ont reçu des versements en excédent.

La SV et le RPC sont modifiés afin de simplifier les processus d'appel et d'accélérer leur traitement.

Les quatre lois sont modifiées afin d'élargir le nombre de situations où le ministre peut permettre l'accès aux renseignements qui concernent les clients et de simplifier les processus administratifs.

42-43-44 ELIZABETH II

42-43-44 ELIZABETH II

CHAPTER 33

CHAPITRE 33

An Act to amend the Old Age Security Act, the Canada Pension Plan, the Children's Special Allowances Act and the Unemployment Insurance Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les allocations spéciales pour enfants et la Loi sur l'assurance-chômage

[Assented to 13th July, 1995]

[Sanctionnée le 13 juillet 1995]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. O-9;
R.S., c. 34 (1st
Supp.), cc. 1,
51 (4th
Supp.); 1990,
c. 39; 1991, c.
44; 1992, cc.
24, 48

OLD AGE SECURITY ACT

LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L.R., ch. O-9;
L.R., ch. 34
(1^{er} suppl.),
ch. 1, 51 (4^e
suppl.); 1990,
ch. 39; 1991,
ch. 44; 1992,
ch. 24, 48

1. (1) The definition “applicant” in section 2 of the English version of the *Old Age Security Act* is replaced by the following:

1. (1) La définition de « “applicant” », à l'article 2 de la version anglaise de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, est remplacée par ce qui suit :

“applicant”
« demandeur »

“applicant” means a person who has applied, or is deemed to have applied, for a benefit, or with respect to whom an application for a benefit has been waived;

“applicant” means a person who has applied, or is deemed to have applied, for a benefit, or with respect to whom an application for a benefit has been waived;

“applicant”
« demandeur »

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Review
Tribunal”
« tribunal de
révision »

“Review Tribunal” means a Canada Pension Plan — Old Age Security Review Tribunal established under section 82 of the *Canada Pension Plan*;

« tribunal de révision » Tribunal de révision Régime de pensions du Canada — Sécurité de la vieillesse constitué en application de l'article 82 du *Régime de pensions du Canada*.

« tribunal de
révision »
“Review
Tribunal”

(3) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(3) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« demandeur »
“applicant”

« demandeur » L'auteur d'une demande de prestation. Y est assimilée la personne dont la demande de prestation est réputée reçue ou celle qui est dispensée de présenter une telle demande.

« demandeur » L'auteur d'une demande de prestation. Y est assimilée la personne dont la demande de prestation est réputée reçue ou celle qui est dispensée de présenter une telle demande.

« demandeur »
“applicant”

2. Section 5 of the Act is renumbered as subsection 5(1) and is amended by adding the following:

(2) Where a spouse's allowance ceases to be payable to a person by reason of that person having reached sixty-five years of age, the Minister may deem an application under subsection (1) to have been made by that person and approved, on the day on which the person reached that age.

3. (1) Paragraph 8(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a day one year before the day on which the application was received, and

(2) Subsection (1) shall come into force on the first day of the fourth month after the month in which this Act is assented to.

4. The Act is amended by adding the following after section 9:

9.1 (1) Any pensioner may make a request to the Minister in writing that their pension cease to be payable.

(2) A pension shall cease to be payable on the last day of the month in which the Minister approves a request under subsection (1).

(3) A pensioner whose pension has ceased to be payable under subsection (2) may make a request in writing to the Minister that their pension be reinstated.

(4) A pension shall be reinstated and payment shall commence in the month following the month in which the Minister receives a request under subsection (3) or in the month chosen by the pensioner in the request, whichever is later.

Application deemed to have been made and approved

Request that pension cease to be payable

When pension ceases to be payable

Request for reinstatement

When reinstatement effective

2. L'article 5 de la même loi devient le paragraphe 5(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Dans le cas où le droit d'une personne à l'allocation expire parce qu'elle a atteint l'âge de soixante-cinq ans, le ministre peut réputer la demande prévue au paragraphe (1) présentée et agréée à la date où cette personne a atteint cet âge.

3. (1) Le paragraphe 8(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Toutefois, si le demandeur a déjà atteint l'âge de soixante-cinq ans au moment de la réception de la demande, l'effet de l'agrément peut être rétroactif à la date fixée par règlement, celle-ci ne pouvant être antérieure au soixante-cinquième anniversaire de naissance ni précéder de plus d'un an le jour de réception de la demande.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant la sanction de la présente loi.

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 9, de ce qui suit :

9.1 (1) Tout pensionné peut présenter au ministre une demande écrite de cessation du service de la pension.

(2) Le service de la pension cesse le dernier jour du mois de l'agrément par le ministre de la demande de cessation.

(3) Le pensionné dont le service de la pension a cessé en application du paragraphe (2) peut présenter au ministre une demande écrite de reprise du service.

(4) Le service de la pension reprend à compter du dernier en date des mois suivants :

a) le mois suivant la réception de la demande de reprise par le ministre;

b) le mois indiqué dans la demande par le pensionné.

Demande réputée présentée et agréée

Exception

Demande de cessation

Prise d'effet de la cessation

Demande de reprise

Prise d'effet de la reprise

5. Subsection 11(2) of the Act is replaced by the following:

5. Le paragraphe 11(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Requirement for application

(2) Subject to subsection (4), no supplement may be paid to a pensioner for a month in any fiscal year unless an application for payment of a supplement has been made by the pensioner and payment of the supplement for months in that year has been approved under this Part.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), le supplément n'est versé que sur demande du pensionné, agréée dans le cadre de la présente partie.

Demande

Application deemed to be made and approved

(3) Where a spouse's allowance ceases to be payable to a person by reason of that person having reached sixty-five years of age, the Minister may deem an application under subsection (1) to have been made by that person and approved, on the day on which the person reached that age.

(3) Dans le cas où le droit à l'allocation d'une personne expire parce qu'elle a atteint l'âge de soixante-cinq ans, le ministre peut réputer la demande prévue au paragraphe (1) présentée et agréée à la date où cette personne a atteint cet âge.

Demande réputée présentée et agréée

Waiver of application

(4) Where a supplement may be paid to a pensioner for the last month in a fiscal year, the Minister may waive the requirement for an application for payment of a supplement for any month or months in the following fiscal year.

(4) Le ministre peut dispenser le pensionné à qui un supplément peut être versé pour le dernier mois d'un exercice de l'obligation de soumettre une demande de supplément pour un ou plusieurs mois compris dans l'exercice suivant.

Dispense

Notice where subsequent application required

(5) Where the requirement for an application for payment of a supplement for any month or months in a fiscal year has been waived under subsection (4) and an application is required for payment of a supplement for any subsequent month or months in that fiscal year, the Minister shall, not later than fifteen days before that subsequent month or the first of those subsequent months, notify the pensioner in writing that an application is required.

(5) Lorsque le ministre accorde la dispense et que la présentation d'une demande est par la suite requise pour le versement d'un supplément pour un ou plusieurs mois ultérieurs du même exercice, il est tenu, au moins quinze jours avant le mois ultérieur — ou le premier des mois ultérieurs — en question, d'aviser par écrit le pensionné de la nécessité de présenter une demande.

Avis

Cancellation of waiver

(6) Notwithstanding that the requirement for an application for payment of a supplement for any month or months has been waived under subsection (4), the Minister may require that the pensioner make an application for payment of a supplement for that month or for any of those months, and in such a case, the Minister shall, not later than fifteen days before that month or the first of those months, notify the pensioner in writing that an application is required.

(6) Le fait que le ministre a, à l'égard du versement d'un supplément pour un ou plusieurs mois, accordé la dispense prévue au paragraphe (4) ne l'empêche pas d'assujettir par la suite ce versement à la présentation d'une telle demande; le cas échéant, le ministre est tenu, au moins quinze jours avant le mois — ou le premier des mois — en question, d'en notifier le pensionné.

Levée de la dispense

Limitations on payment of supplement

(7) No supplement may be paid to a pensioner for

(a) any month that is more than eleven months before the month in which the application is received or is deemed to have been made or in which the requirement for an application has been waived, as the case may be;

(b) any month for which no pension may be paid to the pensioner;

(c) any month throughout which the pensioner is absent from Canada having commenced to be absent from Canada either before or after becoming a pensioner and having remained outside Canada before that month for six consecutive months, exclusive of the month in which the pensioner left Canada; or

(d) any month throughout which the pensioner is not resident in Canada, having ceased to reside in Canada, either before or after becoming a pensioner, six months before the beginning of that month.

6. Section 14 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Minister may estimate income

(1.1) Where the requirement for an application for payment of a supplement for any month has been waived under subsection 11(4), the Minister may, on the basis of the information available to the Minister,

(a) estimate the applicant's income for the base calendar year; and

(b) in the case of an applicant who is a person described in subsection 15(2), estimate the income of the applicant's spouse for the base calendar year.

Statement of income where income estimated

(1.2) Where a person's income for a base calendar year has been estimated under subsection (1.1), the Minister may require that the person make a statement to the Minister of their income for any month in that year.

(7) Il n'est versé aucun supplément pour :

a) tout mois antérieur de plus de onze mois à celui de la réception de la demande, de l'octroi de la dispense de demande ou de la présentation présumée de la demande;

b) tout mois pour lequel le pensionné ne peut recevoir de pension;

c) tout mois complet d'absence suivant six mois d'absence ininterrompue du Canada, le mois du départ n'étant pas compté et indépendamment du fait que celui-ci soit survenu avant ou après l'ouverture du droit à pension;

d) tout mois complet de non-résidence au Canada suivant la période de six mois consécutive à la cessation de résidence, que celle-ci soit survenue avant ou après l'ouverture du droit à pension.

Restrictions

6. L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Dans les cas où il accorde la dispense prévue au paragraphe 11(4), le ministre peut, sur la base des renseignements dont il dispose, procéder à l'estimation :

a) du revenu du demandeur pour l'année de référence;

b) du revenu du conjoint du demandeur pour la même année, si ce dernier est une personne visée au paragraphe 15(2).

Estimation du revenu du demandeur

(1.2) Le ministre peut exiger que la personne dont il a estimé le revenu conformément au paragraphe (1.1) lui soumette une déclaration de son revenu pour l'un ou l'autre des mois compris dans l'année de référence en question.

Déclaration du revenu

7. (1) Section 15 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Statement
where
application
waived

(1.1) Where the requirement for an application for payment of a supplement for any month has been waived under subsection 11(4) and the person to whom the supplement is paid married during the previous fiscal year, that person shall notify the Minister without delay of the date of the marriage, the name and address of their spouse and whether, to their knowledge, the spouse is a pensioner.

(2) Subsection 15(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a), by adding the word “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) the income of the applicant’s spouse for the base calendar year has been estimated under subsection 14(1.1).

(3) Paragraph 15(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) no statement or application as described in subsection (2) has been filed by or received from the spouse of that person and no estimate of the income of the spouse of that person has been made under subsection 14(1.1), or

8. Subsection 16(1) of the Act is replaced by the following:

Consideration
of application
or waiver

16. (1) The Minister shall, without delay after receiving an application for payment of a supplement under subsection 11(2) or after waiving the requirement for an application for payment of a supplement under subsection 11(4), as the case may be, consider whether

7. (1) L’article 15 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) La personne qui s’est mariée au cours de l’exercice précédant celui dans lequel est compris le mois pour lequel elle s’est vu accorder une dispense aux termes du paragraphe 11(4) est tenue d’aviser le ministre sans délai de la date du mariage ainsi que des nom et adresse de son conjoint; elle est tenue par la même occasion d’indiquer au ministre si, à sa connaissance, son conjoint est un pensionné.

(2) Le paragraphe 15(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), la demande de supplément faite par la personne qui déclare être mariée ne peut être prise en considération tant que, selon le cas :

a) son conjoint n’a pas produit, en la forme réglementaire, une déclaration de son revenu pour l’année de référence;

b) son conjoint n’a pas présenté une demande de supplément pour l’exercice en cours;

c) le revenu de son conjoint pour l’année de référence n’a pas été estimé en application du paragraphe 14(1.1).

(3) L’alinéa 15(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) la déclaration ou la demande visées au paragraphe (2) n’ont pas été transmises par le conjoint ou reçues de lui et son revenu n’a pas été estimé en application du paragraphe 14(1.1);

8. Le paragraphe 16(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

16. (1) À la suite de la réception d’une demande de supplément au titre du paragraphe 11(2) ou de l’octroi d’une dispense au titre du paragraphe 11(4), le ministre vérifie sans délai si le demandeur a droit au versement d’un supplément; il peut soit approuver un tel

Déclaration
en cas de
dispense

Déclaration
du conjoint

Considération
de la demande
ou de la
dispense par le
ministre

the applicant is entitled to be paid a supplement, and may approve payment of a supplement and fix the amount of the supplement, or may determine that no supplement may be paid.

9. (1) The portion of subsection 18(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

18. Where it is determined that the income for a base calendar year, calculated as required by this Part (in this section referred to as the “actual income”), of an applicant for a supplement does not accord with the income of the applicant (in this section referred to as the “shown income”) calculated as required by this Part on the basis of a statement or an estimate made under section 14, the following adjustments shall be made:

(2) Subsections 18(2) and (3) of the Act are repealed.

10. Subsection 19(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Subject to subsection (4.1), no spouse’s allowance may be paid under this section to the spouse of a pensioner in any fiscal year unless a joint application of the pensioner and the spouse, or an application described in section 30, has been made for payment of a spouse’s allowance in respect of that fiscal year and payment of the spouse’s allowance has been approved under this Part.

(4.1) Where a spouse’s allowance may be paid to the spouse of a pensioner for the last month in a fiscal year, the Minister may waive the requirement for an application referred to in subsection (4) for any month or months in the following fiscal year.

(4.2) Where the requirement for an application for any month or months in a fiscal year has been waived under subsection (4.1) and an application is required for payment of a spouse’s allowance for any subsequent month or months in that fiscal year, the Minister shall, not later than fifteen days before that subsequent month or the first of those subsequent months, notify the spouse in writing that an application is required.

versement et liquider le montant du supplément, soit décider qu’il n’y a pas lieu de verser de supplément.

9. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

18. Lorsqu’il est établi que le revenu du demandeur d’un supplément pour une année de référence, calculé conformément à la présente partie, appelé « revenu réel » au présent article, ne coïncide pas avec le revenu, appelé « revenu déclaré » au présent article, calculé conformément à la présente partie sur la base d’une déclaration ou d’une estimation établie aux termes de l’article 14, les rectifications suivantes doivent être apportées :

(2) Les paragraphes 18(2) et (3) de la même loi sont abrogés.

10. Le paragraphe 19(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Sous réserve du paragraphe (4.1), l’allocation au conjoint d’un pensionné prévue par le présent article n’est versée, pour chaque exercice, que sur demande à cet effet présentée soit par les deux conjoints, soit aux termes de l’article 30, et agréée dans le cadre de la présente partie.

(4.1) Le ministre peut dispenser le conjoint du pensionné à qui l’allocation peut être versée pour le dernier mois d’un exercice de l’obligation de soumettre une demande d’allocation pour un ou plusieurs mois compris dans l’exercice suivant.

(4.2) Lorsque le ministre accorde la dispense et que la présentation d’une demande est par la suite requise pour le versement d’une allocation pour un ou plusieurs mois ultérieurs du même exercice, le ministre est tenu, au moins quinze jours avant le mois ultérieur — ou le premier des mois ultérieurs — en question, d’en notifier le conjoint.

Adjustment of payments of supplements

R.S., c. 34 (1st Suppl.), s. 2(2)

Must apply annually

Waiver of requirement for application

Notice where subsequent application required

Rectification de paiements de suppléments

L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), par. 2(2)

Demande annuelle

Dispense

Avis

Cancellation
of waiver

(4.3) Notwithstanding that the requirement for an application for any month or months has been waived under subsection (4.1), the Minister may require that an application referred to in subsection (4) be made for payment of a spouse's allowance for that month or for any of those months, and in such a case, the Minister shall, not later than fifteen days before that month or the first of those months, notify the spouse in writing that an application is required.

(4.3) Le fait que le ministre a, à l'égard du versement d'une allocation pour un ou plusieurs mois, accordé la dispense prévue au paragraphe (4.1) ne l'empêche pas d'assujettir par la suite ce versement à la présentation d'une telle demande; le cas échéant, le ministre est tenu, au moins quinze jours avant le mois — ou le premier des mois — en question, d'en notifier le conjoint.

Levée de la
dispense

R.S., c. 34 (1st
Supp.), s. 4

11. (1) Subsection 21(4) of the Act is replaced by the following:

11. (1) Le paragraphe 21(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 34
(1^{er} suppl.),
art. 4

Must apply
annually

(4) Subject to subsections (5) and (5.1), no spouse's allowance may be paid to a widow under this section in any fiscal year unless the widow has made an application for a spouse's allowance in respect of that fiscal year and payment of the spouse's allowance has been approved under this Part.

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (5.1), l'allocation prévue au présent article n'est versée que sur demande présentée par la veuve pour l'exercice donné et agréée dans le cadre de la présente partie.

Demande
annuelle

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(2) L'article 21 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Waiver of
requirement
for
application

(5.1) Where a spouse's allowance may be paid for the last month in a fiscal year to a widow, the Minister may waive the requirement for an application for payment of a spouse's allowance for any month or months in the following fiscal year.

(5.1) Le ministre peut dispenser la veuve à qui l'allocation peut être versée pour le dernier mois d'un exercice de l'obligation de soumettre une demande d'allocation pour un ou plusieurs mois compris dans l'exercice suivant.

Dispense

Notice where
subsequent
application
required

(5.2) Where the requirement for an application for payment of a spouse's allowance for any month or months in a fiscal year has been waived under subsection (5.1) and an application is required for payment of a spouse's allowance for any subsequent month or months in that fiscal year, the Minister shall, not later than fifteen days before that subsequent month or the first of those subsequent months, notify the widow in writing that an application is required.

(5.2) Lorsque le ministre accorde la dispense et que la présentation d'une demande est par la suite requise pour le versement de l'allocation pour un ou plusieurs mois ultérieurs du même exercice, le ministre est tenu, au moins quinze jours avant le mois ultérieur — ou le premier des mois ultérieurs — en question, d'en notifier la veuve.

Avis

Cancellation
of waiver

(5.3) Notwithstanding that the requirement for an application for payment of a spouse's allowance for any month or months has been waived under subsection (5.1), the Minister may require that the widow make such an application for that month or for any of those months, and in such a case, the Minister shall, not later than fifteen days before that month or the first of those months, notify the widow in writing that an application is required.

(5.3) Le fait que le ministre a, à l'égard du versement de l'allocation pour un ou plusieurs mois, accordé la dispense prévue au paragraphe (5.1) ne l'empêche pas d'assujettir par la suite ce versement à la présentation d'une telle demande; le cas échéant, le ministre est tenu, au moins quinze jours avant le mois — ou le premier des mois — en question, d'en notifier la veuve.

Levée de la
dispense

12. The portion of subsection 22(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Where, under this Part, an application has been made and approved or the requirement for an application has been waived in respect of the spouse of a pensioner for any month in a payment quarter, the amount of the supplement that may be paid for that month to the pensioner, in lieu of the amount of the supplement provided under Part II for that month, is the difference between

Effect on supplement under Part II

13. Section 23 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Where the requirement for an application for payment of a spouse's allowance has been waived under this Part, the payment of the spouse's allowance shall not commence more than eleven months before the month in which the requirement for an application is waived.

Commencement where waiver of application

14. Subsection 24(1) of the Act is replaced by the following:

24. (1) The Minister shall, without delay after receiving an application for a spouse's allowance under subsection 19(4) or 21(4) or after waiving the requirement for an application for a spouse's allowance under subsection 19(4.1) or 21(5.1), as the case may be, consider whether the applicant is entitled to be paid a spouse's allowance, and may approve payment of a spouse's allowance and fix the amount of benefits that may be paid, or may determine that no spouse's allowance may be paid.

Consideration of application or waiver

15. Subsection 26(1) of the Act is replaced by the following:

26. (1) Sections 6, 14, 15 and 18 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a spouse's allowance under this Part and in respect of any application or any waiver of the requirement for an application for a spouse's allowance.

Application of Part II

12. Le passage du paragraphe 22(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) En cas d'agrément de la demande d'allocation prévue par la présente partie — ou de dispense accordée à cet égard par le ministre — pour tout mois d'un trimestre de paiement, le supplément payable au pensionné pour ce mois en remplacement de celui que prévoit la partie II est l'excédent sur un dollar pour chaque tranche de quatre dollars de son revenu familial résiduel de la différence entre :

Effet sur le supplément prévu par la partie II

13. L'article 23 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Le premier versement de l'allocation dont le paiement a fait l'objet d'une dispense de demande aux termes de la présente partie ne peut se faire plus de onze mois avant le mois au cours duquel la dispense a été accordée.

Premier versement en cas de dispense

14. Le paragraphe 24(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

24. (1) À la suite de la réception d'une demande d'allocation au titre des paragraphes 19(4) ou 21(4) ou de l'octroi d'une dispense au titre des paragraphes 19(4.1) ou 21(5.1), le ministre vérifie sans délai si le demandeur a droit au versement de l'allocation; il peut soit approuver un tel versement et liquider le montant des prestations, soit décider qu'il n'y a pas lieu de verser d'allocation.

Considération de la demande ou de la dispense par le ministre

15. Le paragraphe 26(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

26. (1) Les articles 6, 14, 15 et 18 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'allocation au conjoint, ainsi qu'aux demandes présentées à cet effet et aux dispenses accordées par le ministre à l'égard de celles-ci.

Application de la partie II

R.S., c. 34 (1st Supp.), s. 7, c. 51 (4th Supp.), s. 15

16. Section 28 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Reconsiderations and Appeals

Request for reconsideration by Minister

27.1 (1) A person who is dissatisfied with a decision or determination made under this Act that no benefit may be paid to that person, or respecting the amount of any benefit that may be paid to that person, may, within ninety days after the day on which the person is notified in the prescribed manner of the decision or determination, or within such longer period as the Minister may either before or after the expiration of those ninety days allow, make a request to the Minister in the prescribed form and manner for a reconsideration of that decision or determination.

Decision of Minister

(2) The Minister shall, without delay after receiving a request referred to in subsection (1), reconsider the decision or determination, as the case may be, and may confirm or vary it and may approve payment of a benefit, determine the amount of a benefit or determine that no benefit is payable and shall without delay notify the person who made the request in writing of the Minister's decision and of the reasons for the decision.

Appeal re benefits

28. (1) A person who makes a request under subsection 27.1(1) and who is dissatisfied with the decision of the Minister in respect of the request, or, subject to the regulations, any person on their behalf, may appeal the decision to a Review Tribunal under subsection 82(1) of the *Canada Pension Plan*.

Reference as to income

(2) Where, on an appeal to a Review Tribunal, it is a ground of the appeal that the decision made by the Minister as to the income or income from a particular source or sources of an applicant or beneficiary or of the spouse of the applicant or beneficiary was incorrectly made, the appeal on that ground shall, in accordance with the regulations, be referred for decision to the Tax Court of Canada, whose decision, subject only to variation by that Court in accordance with any

16. L'article 28 de la même loi et l'inter-titre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Révisions et appels

L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 7; ch. 51 (4^e suppl.), art. 15

Demande de révision par le ministre

27.1 (1) La personne qui se croit lésée par une décision de refus ou de liquidation de la prestation prise en application de la présente loi peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la notification de la décision, selon les modalités réglementaires, ou dans le délai plus long que le ministre peut accorder avant ou après l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours, demander au ministre, selon les modalités réglementaires, de réviser sa décision.

Décision du ministre

(2) Le ministre étudie les demandes dès leur réception; il peut confirmer ou modifier sa décision soit en agréant le versement de la prestation ou en la liquidant, soit en décidant qu'il n'y a pas lieu de verser la prestation. Sans délai, il notifie sa décision et ses motifs.

Appels en matière de prestation

28. (1) L'auteur de la demande prévue au paragraphe 27.1(1) qui se croit lésé par la décision révisée du ministre — ou, sous réserve des règlements, quiconque pour son compte — peut appeler de la décision devant un tribunal de révision constitué en application du paragraphe 82(1) du *Régime de pensions du Canada*.

Renvoi en ce qui concerne le revenu

(2) Lorsque l'appelant prétend que la décision du ministre touchant son revenu ou celui de son conjoint, ou le revenu tiré d'une ou de plusieurs sources particulières, est mal fondée, l'appel est, conformément aux règlements, renvoyé pour décision devant la Cour canadienne de l'impôt. La décision de la Cour est, sous la seule réserve des modifications que celle-ci pourrait y apporter pour l'harmoniser avec une autre décision rendue aux termes de la *Loi sur la Cour canadienne de*

decision on an appeal under the *Tax Court of Canada Act* relevant to the appeal to the Review Tribunal, is final and binding for all purposes of the appeal to the Review Tribunal except in accordance with the *Federal Court Act*.

Stay of benefits pending judicial review

(3) Where a decision is made by a Review Tribunal in respect of a benefit, the Minister may stay payment of the benefit until the later of

(a) the expiration of the period allowed for making an application under the *Federal Court Act* for judicial review of the decision, and

(b) where Her Majesty has made an application under the *Federal Court Act* for judicial review of the decision, the month in which all proceedings in relation to the judicial review have been completed.

17. The Act is amended by adding the following after section 28:

Incapacity

Incapacity when application actually made

28.1 (1) Where an application for a benefit is made on behalf of a person and the Minister is satisfied, on the basis of evidence provided by or on behalf of that person, that the person was incapable of forming or expressing an intention to make an application on the person's own behalf on the day on which the application was actually made, the Minister may deem the application to have been made in the month preceding the first month in which the relevant benefit could have commenced to be paid or in the month that the Minister considers the person's last relevant period of incapacity to have commenced, whichever is the later.

(2) Where an application for a benefit is made by or on behalf of a person and the Minister is satisfied, on the basis of evidence provided by or on behalf of that person, that

(a) the person was incapable of forming or expressing an intention to make an application before the day on which the application was actually made,

(b) the person had ceased to be so incapable before that day, and

Where previous incapacity

l'impôt sur un appel pertinent à celui interjeté aux termes de la présente loi devant un tribunal de révision, définitive et obligatoire et ne peut faire l'objet que d'un recours prévu par la *Loi sur la Cour fédérale*.

(3) Le ministre peut surseoir au versement de la prestation qui fait l'objet d'un appel en application du présent article jusqu'à l'expiration du délai prévu par la *Loi sur la Cour fédérale* pour demander une révision judiciaire. Dans le cas où Sa Majesté a présenté telle demande, le sursis se prolonge jusqu'au mois au cours duquel se terminent les procédures découlant de cette demande de révision.

Sursis de prestations

17. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 28, de ce qui suit :

Incapacité

Incapacité

28.1 (1) Dans le cas où il est convaincu, sur preuve présentée par une personne ou quiconque de sa part, qu'à la date à laquelle une demande de prestation a été faite, la personne n'avait pas la capacité de former ou d'exprimer l'intention de faire une demande de prestation, le ministre peut réputer la demande faite au cours du mois précédant le premier mois au cours duquel le versement de la prestation en question aurait pu commencer ou, s'il est postérieur, le mois au cours duquel, selon le ministre, la dernière période pertinente d'incapacité de la personne a commencé.

(2) Le ministre peut réputer une demande de prestation faite au cours du mois précédant le premier mois au cours duquel le versement de la prestation en question aurait pu commencer ou, s'il est postérieur, le mois au cours duquel, selon le ministre, la dernière période pertinente d'incapacité de la personne a commencé, s'il est convaincu sur preuve présentée par la personne ou quiconque de sa part :

Incapacité antérieure

(c) the application was made

(i) within the period beginning on the day on which that person had ceased to be incapable and comprising the same number of days, not exceeding twelve months, as in the period of incapacity, or

(ii) where the period referred to in subparagraph (i) comprises fewer than thirty days, not more than one month after the month in which that person ceased to be so incapable,

the Minister may deem the application to have been made in the month preceding the first month in which the relevant benefit could have commenced to be paid or in the month that the Minister considers the person's last relevant period of incapacity to have commenced, whichever is the later.

Period of incapacity

(3) For the purposes of subsections (1) and (2), a period of incapacity must be a continuous period, except as otherwise prescribed.

Application

(4) This section applies only to persons who were incapacitated on or after January 1, 1995.

18. Section 32 of the Act is replaced by the following:

Where person denied benefit due to departmental error, etc.

32. Where the Minister is satisfied that, as a result of erroneous advice or administrative error in the administration of this Act, any person has been denied a benefit, or a portion of a benefit, to which that person would have been entitled under this Act, the Minister shall take such remedial action as the Minister considers appropriate to place the person in the position that the person would be in under this Act had the erroneous advice not been given or the administrative error not been made.

a) que la personne n'avait pas la capacité de former ou d'exprimer l'intention de faire une demande de prestation avant la date à laquelle la demande a réellement été faite;

b) que la période d'incapacité de la personne a cessé avant cette date;

c) que la demande a été faite :

(i) au cours de la période — égale au nombre de jours de la période d'incapacité mais ne pouvant dépasser douze mois — débutant à la date à laquelle la période d'incapacité de la personne a cessé,

(ii) si la période visée au sous-alinéa (i) est inférieure à trente jours, au cours du mois qui suit celui au cours duquel la période d'incapacité de la personne a cessé.

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), une période d'incapacité est continue, sous réserve des règlements.

(4) Le présent article ne s'applique qu'aux personnes devenues incapables le 1^{er} janvier 1995 ou après cette date.

18. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

32. S'il est convaincu qu'une personne s'est vu refuser tout ou partie d'une prestation à laquelle elle avait droit par suite d'un avis erroné ou d'une erreur administrative survenu dans le cadre de la présente loi, le ministre prend les mesures qu'il juge de nature à remplacer l'intéressé dans la situation où il serait s'il n'y avait pas eu faute de l'administration.

Période d'incapacité

Application

Refus de prestation dû à une erreur du ministère

19. The heading before section 33 of the Act is replaced by the following:

Access to Privileged Information

20. (1) Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

33. (1) Except as provided in this section, all information with respect to any applicant or beneficiary or the spouse of any applicant or beneficiary, obtained in the course of the administration of this Act, is privileged and no person shall knowingly, except as provided in this Act, make available or allow to be made available any such information to any person not legally entitled to it.

Privileged information

1992, c. 24, s. 17

Exception re certain information

(2) The portion of subsection 33(2) of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

(2) Any information referred to in subsection (1) may be made available or allowed to be made available to an officer or employee in

(a) the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Supply and Services, the Canada Employment and Immigration Commission, Statistics Canada or Canada Post, where such information is necessary for the administration of this Act;

(b) the Department of Veterans Affairs, where such information is necessary for the administration of this Act or any other Act of Parliament that is administered by the Minister of Veterans Affairs;

(3) Subsection 33(2) of the Act is amended by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) the Correctional Service of Canada, where such information is necessary for the administration of the *Corrections and Conditional Release Act*.

19. L'intertitre précédant l'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Accès aux renseignements protégés

20. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. (1) Sauf disposition contraire du présent article, les renseignements recueillis sur tout demandeur ou prestataire, ou son conjoint, dans le cadre de l'application de la présente loi sont protégés. Sauf dans les cas prévus par la présente loi, nul ne peut sciemment permettre l'accès à ces renseignements à quiconque n'y est pas habilité.

Renseignements protégés

(2) Le passage du paragraphe 33(2) de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

(2) Il est loisible de permettre l'accès aux renseignements visés au paragraphe (1) au personnel :

a) des ministères du Revenu national, des Finances ou des Approvisionnements et Services, de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, de Statistique Canada ou de la Société canadienne des postes dans les cas où ces renseignements sont nécessaires à l'application de la présente loi;

b) du ministère des Anciens combattants dans les cas où ces renseignements sont nécessaires à l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale qui relève du ministre des Anciens combattants;

(3) Le paragraphe 33(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) du Service correctionnel du Canada dans les cas où ces renseignements sont nécessaires à l'application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

1992, ch. 24, art. 17

Exception

(4) Section 33 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception re
war crimes

(2.1) Any information referred to in subsection (1) may be made available or allowed to be made available to the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police, the Minister of Justice and the Attorney General of Canada for the purposes of investigations, prosecutions and extradition activities in Canada in relation to war crimes and crimes against humanity.

Exception for
members of
Parliament

(2.2) Any information with respect to any applicant or beneficiary or the spouse of any applicant or beneficiary obtained pursuant to this Act or the regulations may be made available or allowed to be made available to a member of Parliament where such information is necessary to respond to a request made by that applicant, beneficiary or spouse to the member of Parliament for information concerning any benefit in relation to that applicant, beneficiary or spouse.

(5) Paragraph 33(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the Minister of National Revenue or any person designated by the Minister of National Revenue for the purpose may, for any purpose relating to the administration of this Act, make available or allow to be made available to the Minister, or to any officer or employee in the Department of National Health and Welfare designated by the Minister for the purpose, a report providing information available to the Minister of National Revenue with respect to any applicant or beneficiary or the spouse of any applicant or beneficiary; and

(6) Subsections 33(3.1) to (5) of the Act are replaced by the following:

(3.1) The Minister may enter into an agreement with the government of any province for the purpose of obtaining information in connection with the administration and enforcement of this Act and the regulations and of making available or allowing to be made available to that government, under

1991, c. 44,
ss. 32(2)
and (3)

Agreements
with
provinces for
exchange of
information

(4) L'article 33 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Il est loisible de permettre l'accès aux renseignements visés au paragraphe (1) au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, au ministre de la Justice et au procureur général du Canada pour les fins des enquêtes, des poursuites et des activités en matière d'extradition au Canada en ce qui concerne les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

(2.2) Dans les cas où un demandeur ou un prestataire, ou son conjoint, demande à un parlementaire fédéral des renseignements qui le concernent obtenus dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, il est loisible de permettre au parlementaire d'avoir accès aux renseignements concernant toute prestation relative à l'auteur de la demande.

(5) L'alinéa 33(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le fait pour le ministre du Revenu national ou son délégué de permettre l'accès, pour l'application de la présente loi, au ministre, ou à tout agent du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social que celui-ci a désigné à cette fin, à un rapport donnant des renseignements dont il dispose sur tout demandeur ou prestataire, ou son conjoint;

(6) Les paragraphes 33(3.1) à (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3.1) Le ministre peut conclure un accord avec le gouvernement d'une province en vue d'obtenir des renseignements relatifs à l'application de la présente loi et de ses règlements et de permettre l'accès à celui-ci, aux conditions prévues par règlement du gouverneur en conseil, aux renseignements recueillis dans le

Exception
pour les
crimes de
guerre

Exception
pour les
parlemen-
taires
fédéraux

1991, ch. 44,
par. 32(2)
et (3)

Accords
d'échange de
renseigne-
ments avec
les provinces

conditions prescribed by the Governor in Council, any information obtained in the course of the administration of this Act or the regulations, if the Minister is satisfied that the information to be made available or allowed to be made available to that government under the agreement will be used for the purpose of the administration of a social program, income assistance program or health insurance program in the province.

Evidence and production of documents

(4) Notwithstanding any other Act or law, no officer or employee of Her Majesty shall be required, in connection with any legal proceedings, to produce or to give evidence relating to any information that is privileged under subsection (1).

Application of ss. (1) and (4)

(5) Subsections (1) and (4) do not apply

(a) in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Act;

(b) in respect of proceedings, either by indictment or on summary conviction, that have been commenced by the laying of an information, under an Act of Parliament, where the disclosure of information is required for the purpose of complying with a subpoena or warrant issued by a court or an order issued by a court; or

(c) where an appeal has been made to a Review Tribunal.

21. (1) Paragraph 34(a) of the Act is replaced by the following:

(a) prescribing the manner of making any application, statement or notification required or permitted by this Act, the information and evidence to be made available or allowed to be made available in connection therewith and the procedure to be followed in dealing with and approving applications;

(2) Paragraph 34(f) of the Act is replaced by the following:

(f) prescribing the information and evidence to be made available or allowed to be made available by beneficiaries and the circumstances and form in which the information or evidence shall be submitted;

cadre de l'application de la présente loi ou de ses règlements s'il est convaincu que les renseignements seront utilisés pour l'application des programmes sociaux, de sécurité du revenu ou d'assurance-santé de la province.

(4) Malgré toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé des agents de Sa Majesté de déposer en justice ni de produire des éléments de preuve au sujet de renseignements protégés au titre du paragraphe (1).

(5) Les paragraphes (1) et (4) ne peuvent être invoqués :

a) dans les procédures portant sur l'application de la présente loi;

b) dans les poursuites, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation, engagées par le dépôt d'une dénonciation en vertu d'une loi fédérale, si la communication de renseignements est exigée par *subpoena*, mandat ou ordonnance d'un tribunal;

c) en cas d'appel interjeté devant un tribunal de révision.

21. (1) L'alinéa 34a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) fixer les modalités de présentation des demandes, déclarations ou notifications prévues à la présente loi, préciser les renseignements et les éléments de preuve à l'appui de celles-ci auxquels l'accès peut être permis, ainsi que la procédure d'agrément des demandes;

(2) L'alinéa 34f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) préciser les renseignements et éléments de preuve auxquels les prestataires peuvent permettre l'accès, les cas où ils doivent être produits et la forme sous laquelle ils doivent l'être;

Témoignage et production de documents

Application des par. (1) et (4)

(3) Paragraph 34(n) of the Act is replaced by the following:

(n) prescribing the procedure to be followed on any reference under subsection 28(2);

22. Subsection 36(2) of the Act is replaced by the following:

(1.1) A benefit is exempt from seizure and execution, either at law or in equity.

Benefit not subject to seizure or execution

Exception

(2) Notwithstanding subsections (1) and (1.1), where, after June 28, 1984, a provincial authority or a municipal authority in a province pays a person any advance or assistance or welfare payment for a month or any portion of a month that would not be paid if a benefit under this Act had been paid for that period and subsequently a benefit becomes payable or payment of a benefit may be made under this Act to that person for that period, the Minister may, in accordance with such terms and conditions as may be prescribed, deduct from the benefit and pay to the provincial authority or municipal authority, as the case may be, an amount not exceeding the amount of the advance or assistance or welfare payment paid, if that person had, on or before receiving the advance or assistance or welfare payment from the provincial authority or municipal authority, consented in writing to the deduction and payment by the Minister.

Reimbursement of Department of Veterans Affairs

(3) Notwithstanding subsections (1) and (1.1), where any benefit is received for a month or any portion of a month after this subsection comes into force under any Act of Parliament that is administered by the Minister of Veterans Affairs, that would not have been received if a benefit under this Act had been paid for that period and subsequently a benefit becomes payable or payment of a benefit may be made under this Act to that person for that period, the Minister may deduct from the benefit and pay to the Department of Veterans Affairs an amount not exceeding the amount of the benefit if that person had, on or before receiving the benefit from the Department of Veterans Affairs,

(3) L'alinéa 34n) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

n) prévoir la procédure à suivre en matière de renvoi prévu au paragraphe 28(2);

22. Le paragraphe 36(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Les prestations sont, en droit ou en equity, exemptes d'exécution de saisie et de saisie-arrêt.

Prestations exemptes

Exception

(2) Dans les cas où une autorité provinciale ou municipale verse, pour un mois ou une fraction de mois, une avance ou une prestation d'aide sociale — qui ne sont données qu'en l'absence des prestations prévues par la présente loi —, le ministre peut, malgré les paragraphes (1) et (1.1), retenir sur le montant des prestations qui deviendraient payables à l'intéressé pour cette période le montant de l'avance ou du paiement; cette retenue, qui s'opère selon les modalités réglementaires, est subordonnée au consentement de l'intéressé, qui doit être donné par écrit au moment du versement de l'avance ou du paiement ou antérieurement au versement. La présente disposition ne s'applique qu'aux avances ou paiements consentis après le 28 juin 1984.

(3) Dans les cas où, après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, une personne reçoit, pour un mois ou une fraction de mois, une prestation sous le régime d'une loi fédérale qui relève du ministre des Anciens combattants — qui n'est reçue qu'en l'absence des prestations prévues par la présente loi —, le ministre peut, malgré les paragraphes (1) et (1.1), retenir sur cette prestation qui deviendrait payable à l'intéressé pour cette période le montant de l'avance ou du paiement et payer au ministère des Anciens combattants une somme non supérieure à celle de la prestation reçue; cette retenue est subordonnée au consentement de l'intéressé, qui doit être donné par écrit au moment du

Remboursement au ministère des Anciens combattants

consented in writing to the deduction and payment by the Minister.

1991, c. 44,
s. 33(1)

23. (1) Subsection 37(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where a person has received or obtained a benefit payment to which the person is not entitled, or a benefit payment in excess of the amount of the benefit payment to which the person is entitled, the amount of that benefit payment or the excess amount, as the case may be, constitutes a debt due to Her Majesty.

Debt to Her Majesty

(2) Subsection 37(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Notwithstanding subsections (1), (2) and (3), where a person has received or obtained a benefit payment to which that person is not entitled or a benefit payment in excess of the amount of the benefit payment to which that person is entitled and the Minister is satisfied that

Remission of amount owing

(a) the amount or excess of the benefit payment cannot be collected within the reasonably foreseeable future,

(b) the administrative costs of collecting the amount or excess of the benefit payment are likely to equal or exceed the amount to be collected,

(c) repayment of the amount or excess of the benefit payment would cause undue hardship to the debtor, or

(d) the amount or excess of the benefit payment is the result of erroneous advice or administrative error in the administration of this Act,

the Minister may, unless that person has been convicted of an offence under any provision of this Act or of the *Criminal Code* in connection with the obtaining of the benefit payment, remit all or any portion of the amount or excess of the benefit payment.

24. Section 38 of the Act is replaced by the following:

38. (1) Any officer or employee of Her Majesty who is authorized by the Minister for the purpose may, in the course of their employment and subject to any other Act of

Commissioners for oaths, etc.

versement de la prestation ou antérieurement au versement.

23. (1) Le paragraphe 37(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les montants de prestation versés indûment ou en excédent constituent des créances de Sa Majesté.

1991, ch. 44,
par. 33(1)(A)

Créances de Sa Majesté

(2) Le paragraphe 37(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Malgré les paragraphes (1), (2) et (3), le ministre peut, sauf dans les cas où le débiteur a été condamné, aux termes d'une disposition de la présente loi ou du *Code criminel*, pour avoir obtenu la prestation illégalement, faire remise de tout ou partie des montants versés indûment ou en excédent, s'il est convaincu :

Remise

a) soit que la créance ne pourra être recouvrée dans un avenir suffisamment rapproché;

b) soit que les frais de recouvrement risquent d'être au moins aussi élevés que le montant de la créance;

c) soit que le remboursement causera un préjudice injustifié au débiteur;

d) soit que la créance résulte d'un avis erroné ou d'une erreur administrative survenus dans le cadre de l'application de la présente loi.

24. L'article 38 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

38. (1) Avec l'autorisation du ministre, tout agent de Sa Majesté peut, dans l'exercice de ses fonctions et sous réserve de toute autre loi fédérale ou provinciale, faire prêter les ser-

Commissaire aux serments

Parliament or any Act of the legislature of a province, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations and every person so authorized has, with respect to any such oath, affidavit, declaration or affirmation, all the powers of a commissioner for taking affidavits.

ments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles exigés par l'application de la présente loi ou de ses règlements. À cet effet, il dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

Acceptance of oaths, etc

(2) The Minister may accept, for the purposes of the administration of this Act or the regulations, any oath administered or affidavit, declaration or solemn affirmation given by any officer or employee of any department or other portion of the public service of Canada specified in Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* or of any department of the government of a province who has all the powers of a commissioner for taking affidavits.

(2) Le ministre peut, dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles de tout agent d'un autre ministère ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* ou d'un ministère d'un gouvernement provincial habilité à recevoir les affidavits.

Prestation de serments

R.S., c. C-8; R.S., cc. 6, 41 (1st Supp.), cc. 5, 13, 27, 30 (2nd Supp.), cc. 18, 38 (3rd Supp.), cc. 1, 46, 51 (4th Supp.); 1990, c. 8; 1991, cc. 14, 44, 49; 1992, cc. 1, 2, 27, 48; 1993, cc. 24, 27, 28; 1994, cc. 13, 21

CANADA PENSION PLAN

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

L.R., ch. C-8; L.R., ch. 6, 41 (1^{er} suppl.), ch. 5, 13, 27, 30 (2^e suppl.), ch. 18, 38 (3^e suppl.), ch. 1, 46, 51 (4^e suppl.); 1990, ch. 8; 1991, ch. 14, 44, 49; 1992, ch. 1, 2, 27, 48; 1993, ch. 24, 27, 28; 1994, ch. 13, 21

R.S., c. 30 (2nd Supp.), s. 1(3)

25. The definition “Review Tribunal” in subsection 2(1) of the *Canada Pension Plan* is replaced by the following:

25. La définition de « tribunal de révision », au paragraphe 2(1) du *Régime de pensions du Canada*, est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 30 (2^e suppl.), par. 1(3)

“Review Tribunal”
« tribunal de révision »

“Review Tribunal” means a Canada Pension Plan — Old Age Security Review Tribunal established under section 82;

« tribunal de révision » Tribunal de révision Régime de pensions du Canada — Sécurité de la vieillesse constitué en application de l'article 82.

« tribunal de révision »
“Review Tribunal”

1991, c. 44, s. 6(1)

26. Subsection 55(1) of the Act is replaced by the following:

26. Le paragraphe 55(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 44, par. 6(1)

Application for division

55. (1) Subject to this section, subsections 55.2(2), (3) and (4) and section 55.3, an application for a division of the unadjusted pensionable earnings of the former spouses to a marriage may be made in writing to the Minister by or on behalf of either former spouse, by the estate of either former spouse or by such person as may be prescribed, within

55. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, des paragraphes 55.2(2), (3) et (4) et de l'article 55.3, une demande écrite de partage des gains non ajustés ouvrant droit à pension d'anciens conjoints peut, dans les trente-six mois de la date d'un jugement irrévocable de divorce, d'un jugement accordant un divorce conformément à la *Loi sur le*

Demande de partage

thirty-six months or, where both former spouses agree in writing, at any time after the date of a decree absolute of divorce, of a judgment granting a divorce under the *Divorce Act* or of a judgment of nullity of the marriage, granted or rendered on or after January 1, 1978 and before the coming into force of section 55.1.

divorce ou d'un jugement accordant la nullité d'un mariage, s'il est rendu avant l'entrée en vigueur de l'article 55.1 sans l'avoir été avant le 1^{er} janvier 1978, être présentée au ministre par, ou de la part de, l'un ou l'autre des anciens conjoints, par leurs ayants droit ou par toute personne prescrite par règlement. Les anciens conjoints peuvent convenir par écrit de présenter la demande après l'expiration du délai de trente-six mois.

R.S., c. 30
(2nd Supp.),
s. 23

27. Subsection 55.1(5) of the Act is replaced by the following:

27. Le paragraphe 55.1(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 30
(2^e suppl.),
art. 23

Minister's
discretion

(5) Before a division of unadjusted pensionable earnings is made under this section, or within the prescribed period after such a division is made, the Minister may refuse to make the division or may cancel the division, as the case may be, if the Minister is satisfied that

(5) Avant qu'ait lieu, en application du présent article, un partage des gains non ajustés ouvrant droit à pension, ou encore au cours de la période prescrite après qu'a eu lieu un tel partage, le ministre peut refuser d'effectuer ce partage, comme il peut l'annuler, selon le cas, s'il est convaincu que :

Discretion du
ministre

(a) benefits are payable to or in respect of both spouses or former spouses; and

a) des prestations sont payables aux deux conjoints ou anciens conjoints, ou à leur égard;

(b) the amount of both benefits decreased at the time the division was made or would decrease at the time the division was proposed to be made.

b) le montant des deux prestations a diminué lors du partage ou diminuerait au moment où il a été proposé que le partage ait lieu.

1991, c. 44,
s. 8(3)

28. Subsection 55.2(10) of the Act is replaced by the following:

28. Le paragraphe 55.2(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 44,
par. 8(3)

Notification
of division

(10) Where there is a division under section 55.1, both spouses or former spouses or their respective estates shall be notified in the prescribed manner.

(10) Dès qu'il y a un partage en application de l'article 55.1, les deux conjoints ou anciens conjoints, ou leurs ayants droit, en sont avisés de la manière prescrite.

Avis du
partage

1991, c. 44,
s. 15

29. Subsections 65(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

29. Les paragraphes 65(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 44,
art. 15

Benefit not
subject to
seizure or
execution

(1.1) A benefit is exempt from seizure and execution, either at law or in equity.

(1.1) Les prestations sont, en droit ou en équité, exemptes d'exécution de saisie et de saisie-arrêt.

Prestations
exemptes

Exception

(2) Notwithstanding subsections (1) and (1.1), where any provincial authority or municipal authority in a province pays a person any advance or assistance or welfare payment for a month or any portion of a month that would not be paid if a benefit under this Act had been paid for that period and subsequently a benefit becomes payable or payment of a benefit may be made under this Act to that

(2) Dans les cas où une autorité provinciale ou municipale verse, pour un mois ou une fraction de mois, une avance ou une prestation d'aide sociale — qui ne sont données qu'en l'absence des prestations prévues par la présente loi —, le ministre peut, malgré les paragraphes (1) et (1.1), retenir sur le montant des prestations qui deviendraient payables à l'intéressé pour cette période le montant de

Exception

person for that period, the Minister may, in accordance with such terms and conditions as may be prescribed, deduct from that benefit and pay to the provincial authority or municipal authority, as the case may be, an amount not exceeding the amount of the advance or assistance or welfare payment paid, if that person had, on or before receiving the advance or assistance or welfare payment from the provincial authority or municipal authority, consented in writing to the deduction and payment by the Minister.

l'avance ou du paiement; cette retenue, qui s'opère selon les modalités réglementaires, est subordonnée au consentement de l'intéressé, qui doit être donné par écrit au moment du versement de l'avance ou du paiement ou antérieurement au versement.

Exception

(3) Notwithstanding subsections (1) and (1.1), where an administrator of a disability income program who is approved by the Minister makes a payment under that program to a person for a month or any portion of a month that would not have been made if a benefit under paragraph 44(1)(b) had been paid to that person for that period and subsequently a benefit becomes payable or payment of a benefit may be made under this Act to that person for that period, the Minister may, in accordance with such terms and conditions as may be prescribed, deduct from that benefit and pay to the administrator an amount not exceeding the amount of the payment made under that program, if that person had, on or before receiving that payment, consented in writing to the deduction and payment by the Minister.

(3) Malgré les paragraphes (1) et (1.1), lorsqu'une personne reçoit de la part de l'administrateur, agréé par le ministre, d'un régime ou programme d'assurance-invalidité, pour un mois ou une partie d'un mois, un paiement qui ne serait pas versé si une prestation en vertu de l'alinéa 44(1)b) avait été versée pour cette période et que, subséquemment, une prestation devient payable à cette personne pour cette période, le ministre peut, conformément aux modalités prescrites, retenir sur cette prestation et payer à l'administrateur en cause une somme ne dépassant pas le montant du paiement fait en vertu de ce programme si cette personne, avant de le recevoir, a autorisé par écrit le ministre à effectuer la retenue et le paiement visés.

Idem

30. (1) Subsection 65.1(11) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c), by adding the word “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

30. (1) Le paragraphe 65.1(11) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

(e) the month following the month in which the Minister approves a request or requests in writing from both spouses that the assignment be cancelled.

e) le mois suivant le mois au cours duquel le ministre agrée une ou plusieurs demandes d'annulation de la cession présentées par écrit par les deux conjoints.

R.S., c. 30
(2nd Supp.),
s. 33

(2) Subsection 65.1(12) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 65.1(12) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 30
(2^e suppl.),
art. 33Request for
reinstatement

(11.1) Where paragraph (11)(e) applies, either spouse may make a request in writing to the Minister to have the assignment reinstated.

(11.1) Dans les cas d'application de l'alinéa (11)e), chaque conjoint peut présenter par écrit au ministre une demande de rétablissement de la cession.

Demande de
rétablissement

When
reinstatement effective

(11.2) An assignment shall be reinstated on the first day of the month following the month in which the Minister approves the request referred to in subsection (11.1).

(11.2) La cession est rétablie le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel le ministre a agréé la demande visée au paragraphe (11.1).

Prise d'effet
du rétablissement

Notification
of assignment

(12) On approval by the Minister of an assignment under this section, both spouses shall be notified in the prescribed manner.

(12) Dès approbation par le ministre d'une cession en application du présent article, les deux conjoints en sont avisés de la manière prescrite.

Avis de la
cession

31. (1) The portion of subsection 66(3) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

the Minister may, unless that person has been convicted of an offence under any provision of this Act or of the *Criminal Code* in connection with the obtaining of the benefit payment, remit all or any portion of the amount or excess of the benefit payment.

31. (1) Le passage du paragraphe 66(3) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

le ministre peut, sauf dans les cas où cette personne a été condamnée, aux termes d'une disposition de la présente loi ou du *Code criminel*, pour avoir obtenu la prestation illégalement, faire remise de tout ou partie des montants versés indûment ou en excédent.

1991, c. 44,
s. 17(2)

(2) The portion of subsection 66(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Where the Minister is satisfied that, as a result of erroneous advice or administrative error in the administration of this Act, any person has been denied

(2) Le passage du paragraphe 66(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Dans le cas où le ministre est convaincu qu'un avis erroné ou une erreur administrative survenu dans le cadre de l'application de la présente loi a eu pour résultat que soit refusé à cette personne, selon le cas :

1991, ch. 44,
par. 17(2)

Where person
denied benefit
due to
departmental
error, etc.

Refus d'une
prestation en
raison d'une
erreur
administrative

32. Section 67 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Where a person who has applied to receive a retirement pension attains the age of sixty-five years before the day on which the application is received, the pension is payable commencing with the latest of

(a) the twelfth month before the month after the month in which the applicant applied or the month of January 1995, whichever is later,

(b) the month in which the applicant reaches the age of sixty-five years, or

(c) the month chosen by the applicant in the application.

32. L'article 67 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Dans le cas où le requérant a atteint l'âge de soixante-cinq ans avant la réception de la demande, la pension est payable et commence avec le dernier en date des mois suivants :

a) le dernier en date du douzième mois précédant le mois suivant celui au cours duquel la demande a été présentée ou du mois de janvier 1995;

b) le mois au cours duquel le requérant atteint l'âge de soixante-cinq ans;

c) le mois choisi par le requérant dans la demande.

Exception

Exception

Deemed
application
where
disability
pension
ceased

(4) Where a disability pension is no longer payable because a decision that a person is disabled has been reversed or because a person has ceased to be disabled, the Minister may, on receipt of an application for a retirement pension, deem that application to have been received commencing with the latest of

(4) Dans le cas où la pension d'invalidité cesse d'être payable à la suite du renversement d'une décision d'invalidité ou parce que la personne n'est plus invalide, peut être réputée présentée la demande de pension de retraite reçue par le ministre dont le versement

Demande
présumée

- (a) the month after the month in which the disability pension application was made,
- (b) the month after the last month for which the disability pension was payable, or
- (c) the month in which the contributor reaches the age of sixty years.

33. The heading “APPEALS” before section 81 of the Act is replaced by the following:

RECONSIDERATIONS AND APPEALS

34. The portion of subsection 81(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

the spouse, former spouse, estate, applicant, beneficiary or beneficiary’s spouse or, subject to the regulations, any person on behalf thereof may, within ninety days after the day on which the spouse, former spouse, estate, applicant, beneficiary or beneficiary’s spouse is notified in the prescribed manner of the decision or determination, or within such longer period as the Minister may either before or after the expiration of those ninety days allow, make a request to the Minister in the prescribed form and manner for a reconsideration of that decision or determination.

35. (1) Subsection 82(1) of the Act is replaced by the following:

82. (1) A spouse, former spouse, estate, applicant, beneficiary or beneficiary’s spouse who is dissatisfied with a decision of the Minister made under section 81 or subsection 84(2), or a person who made a request under subsection 27.1(1) of the *Old Age Security Act* who is dissatisfied with a decision of the Minister made under subsection 27.1(2) of that Act in respect of the request, or, subject to the regulations, any person on behalf thereof, may appeal the decision to a Review Tribunal in writing within ninety days or such longer period as the Commissioner of Review Tribunals may either before or after the expiration of those ninety days allow after the day on which the spouse, former spouse, estate,

commence avec le dernier en date des mois suivants :

- a) le mois suivant le mois au cours duquel la demande de pension d’invalidité a été présentée;
- b) le mois suivant le dernier mois au cours duquel la pension d’invalidité était payable;
- c) le mois au cours duquel le cotisant atteint l’âge de soixante ans.

33. L’intertitre « APPELS » précédant l’article 81 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

RÉVISIONS ET APPELS

34. Le passage du paragraphe 81(1) de la même loi suivant l’alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

celui-ci peut, ou, sous réserve des règlements, quiconque de sa part, peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant le jour où il est, de la manière prescrite, avisé de la décision ou de l’arrêt, ou dans tel délai plus long qu’autorise le ministre avant ou après l’expiration de ces quatre-vingt-dix jours, demander par écrit à celui-ci, selon les modalités prescrites, de réviser la décision ou l’arrêt.

35. (1) Le paragraphe 82(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

82. (1) La personne — requérant ou bénéficiaire, conjoint, ancien conjoint ou ayant droit — qui se croit lésée par une décision du ministre rendue en application de l’article 81 ou du paragraphe 84(2) et la personne — auteur de la demande prévue au paragraphe 27.1(1) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* — qui se croit lésée par une décision du ministre rendue en application du paragraphe 27.1(2) de cette loi ou, sous réserve des règlements, quiconque de leur part, peuvent interjeter appel par écrit auprès d’un tribunal de révision de la décision du ministre soit dans les quatre-vingt-dix jours suivant le jour où la première personne est, de la manière prescrite, avisée de cette décision,

1991, c. 44,
s. 20

1991, ch. 44,
art. 20

1991, c. 44,
s. 21(1)

1991, ch. 44,
par. 21(1)

Appeal to
Review
Tribunal

Appel au
tribunal de
révision

applicant, beneficiary or beneficiary's spouse is notified in the prescribed manner of the decision or the person is notified in writing of the Minister's decision and of the reasons for the decision.

(2) Subsection 82(9) of the Act is replaced by the following:

(9) The Commissioner, Deputy Commissioner and members of Review Tribunals shall be paid such reasonable remuneration and travel and living expenses in connection with the operation of Review Tribunals as are fixed by the Minister.

(9.1) An appellant shall be paid such reasonable travel and living expenses incurred in Canada in connection with the hearing of the appeal as are fixed by the Minister.

(9.2) Notwithstanding subsection (9.1), where an appellant is successful, the appellant shall be paid such reasonable travel and living expenses in connection with the hearing of the appeal as are fixed by the Minister.

(9.3) Any person added as a party to the appeal pursuant to subsection (10) shall be paid such reasonable travel and living expenses in connection with the hearing of the appeal as are fixed by the Minister.

(3) Subsection 82(11) of the Act is replaced by the following:

(11) A Review Tribunal may confirm or vary a decision of the Minister made under section 81 or subsection 84(2) or under subsection 27.1(2) of the *Old Age Security Act* and may take any action in relation to any of those decisions that might have been taken by the Minister under that section or either of those subsections, and the Commissioner of Review Tribunals shall thereupon notify the Minister and the other parties to the appeal of the Review Tribunal's decision and of the reasons for its decision.

(4) Subsection 82(9.1) of the Act, as enacted by subsection (2), does not apply in respect of any appeal that was filed before the day on which this section comes into force and in respect of which, on that day, there is no date set for the hearing of the appeal.

ou, selon le cas, suivant le jour où le ministre notifie la deuxième personne de sa décision et de ses motifs, soit dans le délai plus long autorisé par le commissaire des tribunaux de révision avant ou après l'expiration des quatre-vingt-dix jours.

(2) Le paragraphe 82(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Le commissaire, le commissaire-adjoint et les membres des tribunaux de révision reçoivent, selon ce que fixe le ministre, la rémunération et les frais raisonnables de déplacement et de séjour qui se rapportent aux activités des tribunaux de révision.

(9.1) L'appellant est indemnisé des frais de déplacement et de séjour, fixés par le ministre, entraînés par l'audition de l'appel et faits au Canada.

(9.2) Malgré le paragraphe (9.1), dans le cas où l'appel est accueilli, l'appellant est indemnisé des frais de déplacement et de séjour, fixés par le ministre, entraînés par l'audition de l'appel.

(9.3) Toute personne mise en cause à un appel conformément au paragraphe (10) est indemnisée des frais de déplacement et de séjour, fixés par le ministre, entraînés par l'audition de l'appel.

(3) Le paragraphe 82(11) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(11) Un tribunal de révision peut confirmer ou modifier une décision du ministre prise en vertu de l'article 81 ou du paragraphe 84(2) ou en vertu du paragraphe 27.1(2) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et il peut, à cet égard, prendre toute mesure que le ministre aurait pu prendre en application de ces dispositions; le commissaire des tribunaux de révision doit aussitôt donner un avis écrit de la décision du tribunal et des motifs la justifiant au ministre ainsi qu'aux parties à l'appel.

(4) Le paragraphe 82(9.1) de la Loi, édicté par le paragraphe (2), ne s'applique pas aux appels interjetés avant la date d'entrée en vigueur du présent article et pour lesquels, à cette date, une date d'audience n'a pas été fixée.

R.S., c. 30
(2nd Supp.),
s. 45(1)

Remunera-
tion and
expenses

Expenses of
appellant

Where appeal
successful

Expenses of
other parties

1991, c. 44,
s. 21(2)

Powers of
Review
Tribunal

L.R., ch. 30
(2^e suppl.),
par. 45(1)

Rémunéra-
tion et frais
de
déplacement

Frais de
déplacement
de l'appellant

Cas d'appel
accueilli

Frais de
déplacement
des autres
parties

1991, ch. 44,
par. 21(2)

Pouvoirs du
tribunal de
révision

1991, c. 44,
s. 22(1)**36. (1) Subsection 83(1) of the Act is replaced by the following:**Appeal to
Pension
Appeals
Board

83. (1) A spouse, former spouse, estate, applicant, beneficiary or beneficiary's spouse or, subject to the regulations, any person on behalf thereof, or the Minister, if dissatisfied with a decision of a Review Tribunal made under section 82, other than a decision made in respect of an appeal referred to in subsection 28(1) of the *Old Age Security Act*, or under subsection 84(2), may, within ninety days after the day on which that decision is communicated to the spouse, former spouse, estate, applicant, beneficiary, beneficiary's spouse, person or Minister, or within such longer period as the Chairman or Vice-Chairman of the Pension Appeals Board may either before or after the expiration of those ninety days allow, apply in writing to the Chairman or Vice-Chairman for leave to appeal that decision to the Pension Appeals Board.

(2) Section 83 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):Temporary
members of
the Board

(5.1) Subject to subsections (5.2) and (5.3), in addition to the members of the Pension Appeals Board for whom provision is made by subsection (5), any judge or former judge of the Federal Court or of a superior or district court of a province may, on the request of the Chairman of the Board made with the approval of the Governor in Council, act as a temporary member of the Board.

Consent
required

(5.2) Except in relation to a former judge, no request may be made under subsection (5.1)

(a) to a judge of the Federal Court, without the consent of the Chief Justice of the Court or of the Attorney General of Canada; or

(b) to a judge of a superior or district court of a province, without the consent of the chief justice or chief judge of that court or of the attorney general of the province.

36. (1) Le paragraphe 83(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :1991, ch. 44,
par. 22(1)Appel à la
Commission
d'appel des
pensions

83. (1) Un requérant ou bénéficiaire, un conjoint, un ancien conjoint, un ayant droit ou, sous réserve des règlements, quiconque de leur part, de même que le ministre, peuvent, dans les cas où ils ne sont pas satisfaits d'une décision du tribunal de révision rendue en application de l'article 82 — autre qu'une décision portant sur l'appel prévu au paragraphe 28(1) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* — ou du paragraphe 84(2), présenter, soit dans les quatre-vingt-dix jours suivant le jour où la décision du tribunal de révision leur est transmise, soit dans tel délai plus long qu'autorise le président ou le vice-président de la Commission d'appel des pensions avant ou après l'expiration de ces quatre-vingt-dix jours, une demande écrite au président ou au vice-président de la Commission d'appel des pensions, afin d'obtenir la permission d'interjeter un appel de la décision du tribunal de révision auprès de la Commission.

(2) L'article 83 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :Membres
suppléants de
la
Commission

(5.1) Sous réserve des paragraphes (5.2) et (5.3), en plus des membres de la Commission d'appel des pensions prévus au paragraphe (5), tout juge de la Cour fédérale ou d'une cour supérieure ou de district d'une province, et toute personne qui a occupé le poste de juge d'un tel tribunal peut, sur demande du président de la Commission assortie de l'autorisation du gouverneur en conseil, agir à titre de membre suppléant de la Commission.

(5.2) Sauf en ce qui concerne une personne qui a occupé le poste de juge d'un tribunal, les demandes prévues au paragraphe (5.1) sont subordonnées :

a) pour les juges de la Cour fédérale, au consentement du juge en chef du tribunal ou du procureur général du Canada;

b) pour les juges d'une cour supérieure ou de district d'une province, au consentement du juge en chef du tribunal dont ils sont membres ou du procureur général de la province.

Consentement

Approval of requests by Governor in Council

(5.3) The Governor in Council may approve the making of requests pursuant to subsection (5.1) in general terms or for particular periods or purposes, and may limit the number of persons who may act as temporary members of the Board under that subsection.

(5.3) Le gouverneur en conseil peut autoriser les demandes prévues au paragraphe (5.1) en termes généraux ou pour des périodes ou des objets particuliers, et il peut limiter le nombre de personnes qui pourront agir à titre de membres suppléants de la Commission en vertu de ce paragraphe.

Autorisation du gouverneur en conseil

Remuneration of temporary members

(5.4) Each temporary member of the Board who is a former judge shall be paid such remuneration as may be fixed by the Minister.

(5.4) Les membres suppléants de la Commission qui ont occupé le poste de juge d'un tribunal reçoivent la rémunération fixée par le ministre.

Rémunération

Expenses of temporary members

(5.5) Each temporary member of the Board is entitled to be paid such travel and living expenses incurred by the member in the performance of duties and functions under this Act as may be fixed by the Minister.

(5.5) Les membres suppléants sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour, fixés par le ministre, faits dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

Frais de déplacement

R.S., c. 30 (2nd Supp.), s. 46(1)

37. Subsection 86(1) of the Act is replaced by the following:

37. Le paragraphe 86(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 30 (2^e suppl.), par. 46(1)

Attendance before Pension Appeals Board

86. (1) Where on an appeal to the Pension Appeals Board from a decision of a Review Tribunal, an appellant is requested by the Board to attend before it on the hearing of the appeal and so attends, the appellant is entitled to be paid such reasonable travel and living expenses incurred in Canada and compensation for loss of remuneration as are fixed by the Minister.

86. (1) Lorsque, sur appel d'une décision d'un tribunal de révision interjeté devant la Commission d'appel des pensions, l'appelant est invité par la Commission à assister à l'audience de l'appel et y assiste, il a le droit d'être indemnisé des frais raisonnables de déplacement et de séjour faits au Canada, y compris une indemnisation pour perte de rémunération, fixés par le ministre.

Présence devant la Commission d'appel des pensions

Where appeal successful

(1.1) Notwithstanding subsection (1), where an appellant is successful, the appellant is entitled to be paid such reasonable travel and living expenses in connection with the hearing of the appeal and compensation for loss of remuneration as are fixed by the Minister.

(1.1) Malgré le paragraphe (1), dans le cas où l'appel est accueilli, l'appelant est indemnisé des frais raisonnables de déplacement et de séjour, y compris une indemnisation pour perte de rémunération, fixés par le ministre, entraînés par l'audition de l'appel.

Cas d'appel accueilli

Expenses of respondent and other parties

(1.2) Where on an appeal to the Pension Appeals Board from a decision of a Review Tribunal, a respondent or other party to the appeal is requested by the Board to attend before it on the hearing of the appeal and so attends, the respondent or other party shall be paid such reasonable travel and living expenses and compensation for loss of remuneration as are fixed by the Minister.

(1.2) Dans le cas où, dans le cadre d'un appel à la Commission d'appel des pensions d'une décision d'un tribunal de révision, la présence d'un intimé ou d'une autre partie est requise par la commission et où ils y assistent, cette personne est indemnisée des frais raisonnables de déplacement et de séjour, y compris une indemnisation pour perte de rémunération, fixés par le ministre, entraînés par l'audition de l'appel.

Frais de déplacement de l'intimé et des autres parties

38. The Act is amended by adding the following after section 86:

86.1 Where a decision is made by a Review Tribunal or the Pension Appeals Board in respect of a benefit, the Minister may stay payment of the benefit until the latest of

- (a) the expiration of the period allowed for making an application for leave to appeal to the Pension Appeals Board,
- (b) the expiration of the period allowed for making an application under the *Federal Court Act* for judicial review of the decision, and
- (c) where Her Majesty has made an application under the *Federal Court Act* for judicial review of the decision, the month in which all proceedings in relation to the judicial review have been completed.

39. Subsection 89(2) of the Act is repealed.

40. Subsection 96(3) of the Act is repealed.

41. (1) Subsection 97(1) of the Act is replaced by the following:

97. (1) Notwithstanding section 96, except as provided in this section, any entry in the Record of Earnings relating to the earnings or a contribution of a contributor shall be conclusively presumed to be accurate and may not be called into question after four years have elapsed from the end of the year in which the entry was made.

(2) Section 97 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) If, from information furnished pursuant to an agreement referred to in paragraph 105(1)(a), it appears to the Minister that an amount that is shown in the Record of Earnings to the account of a person as being a contribution under this Act relates instead to a contribution under the provincial pension

38. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 86, de ce qui suit :

86.1 Le ministre peut surseoir au versement de toute prestation qui fait l'objet d'une décision d'un tribunal de révision ou de la Commission d'appel des pensions jusqu'à la plus tardive des dates suivantes :

- a) l'expiration du délai pour demander la permission d'interjeter appel auprès de la Commission d'appel des pensions;
- b) l'expiration du délai de présentation d'une demande de révision judiciaire d'une décision aux termes de la *Loi sur la Cour fédérale*;
- c) dans les cas où Sa Majesté a présenté une demande de révision judiciaire d'une décision aux termes de la *Loi sur la Cour fédérale*, le mois au cours duquel les procédures afférentes à la révision judiciaire ont pris fin.

39. Le paragraphe 89(2) de la même loi est abrogé.

40. Le paragraphe 96(3) de la même loi est abrogé.

41. (1) Le paragraphe 97(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

97. (1) Malgré l'article 96 et sauf disposition contraire du présent article, il existe une présomption irréfragable que toute inscription au registre des gains relative aux gains ou à une cotisation d'un cotisant est exacte et ne peut faire l'objet d'une contestation lorsque quatre ans se sont écoulés depuis la fin de l'année au cours de laquelle l'inscription a été faite.

(2) L'article 97 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Si le ministre constate, sur la foi des renseignements fournis dans le cadre d'un accord visé à l'alinéa 105(1)a), que le montant qui apparaît dans le registre des gains au compte d'une personne comme une cotisation sous le régime de la présente loi est en fait une cotisation au régime de pensions d'une pro-

Stay of benefits pending judicial review

Sursis des prestations jusqu'à la décision définitive

Entry in record of earnings presumed to be accurate

Entrée au registre des gains présumée correcte

Removal of entry

Radiation d'une inscription

plan of that province, the Minister may, at any time after that information is furnished, authorize the removal of that entry from the Record of Earnings.

42. Subsection 101(2) of the Act is repealed.

43. (1) Subsections 104(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

104. (1) Except as provided in this section, all information with respect to any contributor or beneficiary obtained in the course of the administration of this Act is privileged, and no person shall knowingly, except as provided in this Act, make available or allow to be made available any such information to any person not legally entitled to it.

(2) Any information with respect to a contributor or beneficiary obtained by an officer, clerk or employee of Her Majesty in the course of the administration of this Act may, on request in writing to the Minister by or on behalf of the contributor or beneficiary or their legal representative, be made available or allowed to be made available to any person or authority named in the request on such conditions and in such circumstances as may be prescribed.

(3) Any information obtained by the Minister pursuant to this Act or any regulation may be made available to an officer, clerk or employee in the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Supply and Services, the Office of the Superintendent of Financial Institutions, Statistics Canada or Canada Post, or to a person designated by the Minister as a health care professional where it is necessary to do so for the purposes of the administration of this Act.

(3.1) Any information obtained by the Minister pursuant to this Act or any regulation may be made available to an officer, clerk or employee in the Department of Veterans Affairs, where such information is necessary for the administration of this Act or any other Act of Parliament that is administered by the Minister of Veterans Affairs.

vince, le ministre peut, en tout temps après que ces renseignements sont fournis, autoriser la radiation de cette inscription du registre des gains.

42. le paragraphe 101(2) de la même loi est abrogé.

43. (1) Les paragraphes 104(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

104. (1) Sauf disposition contraire du présent article, les renseignements recueillis, dans le cadre de l'application de la présente loi, sur un cotisant ou un bénéficiaire particulier sont protégés. Sauf disposition contraire de la présente loi, nul ne peut sciemment permettre l'accès à ces renseignements à quiconque n'y est pas habilité.

(2) Il est loisible de permettre l'accès aux renseignements recueillis, dans le cadre de l'application de la présente loi, sur un cotisant ou un bénéficiaire particulier par un fonctionnaire, commis ou employé de Sa Majesté, dans les conditions prescrites, à tout destinataire désigné dans une demande écrite qu'aura adressée au ministre le cotisant ou bénéficiaire ou le représentant légal de cette personne, ou qui lui aura été adressée en leur nom.

(3) Les renseignements obtenus par le ministre en application de la présente loi ou des règlements peuvent être rendus accessibles à un fonctionnaire, commis ou employé du ministère du Revenu national, du ministère des Finances, du ministère des Approvisionnements et Services, du Bureau du surintendant des institutions financières, de Statistique Canada, de la Société canadienne des postes ou à une personne que le ministre désigne comme professionnel de la santé chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application de la présente loi.

(3.1) Les renseignements obtenus par le ministre en application de la présente loi ou des règlements peuvent être rendus accessibles à un fonctionnaire, commis ou employé du ministère des Anciens combattants dans les cas où ces renseignements sont nécessaires à l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale qui relève du ministre des Anciens combattants.

R.S., c. 18
(3rd Supp.),
s. 30(1)

Access to
privileged
information

Exception

Exception

Exception

L.R., ch. 18
(3^e suppl.),
par. 30(1)

Renseignements
protégés
obtenus en
vertu de la
présente loi

Exception

Exception

Exception

(2) Section 104 of the Act is amended by adding the following after subsection (4.1):

Exception re
corrections

(4.2) Any information referred to in subsection (1) may be made available to an officer or employee in the Correctional Service of Canada where such information is necessary for the administration of the *Corrections and Conditional Release Act*.

Exception

(2) L'article 104 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

(4.2) Il est loisible de rendre accessibles les renseignements visés au paragraphe (1) aux fonctionnaires ou employés du Service correctionnel du Canada dans les cas où ces renseignements sont nécessaires à l'application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Exception re
war crimes

(4.3) Any information referred to in subsection (1) may be made available or allowed to be made available to the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police, the Minister of Justice and the Attorney General of Canada for the purposes of investigations, prosecutions and extradition activities in Canada in relation to war crimes and crimes against humanity.

Exception
pour les
crimes de
guerre

(4.3) Il est loisible de permettre l'accès aux renseignements visés au paragraphe (1) au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, au ministre de la Justice et au procureur général du Canada pour les fins des enquêtes, des poursuites et des activités en matière d'extradition au Canada en ce qui concerne les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

R.S., c. 18
(3rd Supp.),
s. 30(2)

(3) Paragraph 104(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) any information obtained by an officer, clerk or employee in the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Supply and Services or the Canada Employment and Immigration Commission for the purposes of the administration of this Act may be made available or allowed to be made available by that person to an officer, clerk or employee in the Department of National Health and Welfare, the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Supply and Services, the Canada Employment and Immigration Commission or the Office of the Superintendent of Financial Institutions for the purposes of the administration of this Act; and

L.R., ch. 18
(3^e suppl.),
par. 30(2)

(3) L'alinéa 104(5)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) il est loisible de permettre l'accès aux renseignements obtenus par un fonctionnaire, commis ou employé du ministère du Revenu national, du ministère des Finances, du ministère des Approvisionnement et Services ou de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'application de la présente loi à un fonctionnaire, commis ou employé du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, du ministère du Revenu national, du ministère des Finances, du ministère des Approvisionnement et Services, de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada ou du Bureau du surintendant des institutions financières pour l'application de la présente loi;

(4) Section 104 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Exception for
members of
Parliament

(5.1) Any information with respect to any applicant or beneficiary or the spouse of any applicant or beneficiary obtained pursuant to this Act or the regulations may be made available or allowed to be made available to a member of Parliament where such information is necessary to respond to a request made

(4) L'article 104 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(5.1) Dans les cas où un requérant ou un prestataire, ou son conjoint, demande à un parlementaire fédéral des renseignements qui le concernent obtenus dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, il est loisible de permettre au parlementaire d'avoir accès aux renseignements concernant

Exception
pour les
parlemen-
taires
fédéraux

by that applicant, beneficiary or spouse to the member of Parliament for information concerning any benefit in relation to that applicant, beneficiary or spouse.

1991, c. 44,
s. 25(2)

(5) Paragraph 104(7)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) where an appeal has been made to a Review Tribunal.

(6) Subsection 104(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Every person who contravenes this section is guilty of an offence punishable on summary conviction.

44. (1) Section 106 of the Act is renumbered as subsection 106(1).

(2) The portion of subsection 106(1) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

may, in the course of their employment and subject to any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations and every person so authorized has, with respect to any such oath, affidavit, declaration or solemn affirmation, all the powers of a commissioner for taking affidavits.

(3) Section 106 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

- (2) For the purposes of the administration of
- (a) Part I or any regulations made under that Part, any person described in paragraph (1)(a), or
- (b) this Part or Part II or any regulations made under either of those Parts, any person described in paragraph (1)(b)

may accept any oath administered or affidavit, declaration or solemn affirmation given by any officer or employee of any department or other portion of the public service of Canada specified in Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* or of any department of the government of a province who has all the powers of a commissioner for taking affidavits.

Acceptance of
oaths, etc.

toute prestation relative à l'auteur de la demande.

(5) L'alinéa 104(7)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) en cas d'appel interjeté auprès d'un tribunal de révision.

(6) Le paragraphe 104(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Quiconque contrevient au présent article commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

44. (1) L'article 106 de la même loi devient le paragraphe 106(1).

(2) Le passage du paragraphe 106(1) de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

peut, dans l'exercice de ses fonctions et sous réserve de toute autre loi fédérale et de toute loi provinciale, faire prêter les serments et recevoir les affidavits ainsi que les déclarations et affirmations solennelles exigés par l'application de la présente loi ou de ses règlements. À cet effet, il dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

(3) L'article 106 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Peut faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles de tout agent de Sa Majesté ou d'un secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* ou de tout fonctionnaire ou employé d'un ministère provincial qui dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments, dans le cadre de l'application :

a) de la partie I ou de ses règlements d'application, toute personne visée à l'alinéa (1)a);

b) de la présente partie ou de la partie II ou de leurs règlements d'application, toute personne visée à l'alinéa (1)b).

1991, ch. 44,
par. 25(2)

Infractions et
peines

Serments,
affidavits,
etc.

45. The Act is amended by adding the following before section 108:

Donations

107.1 The Minister may acquire money, securities or other property by gift, bequest or otherwise and shall dispose of such securities or other property subject to the terms, if any, on which such money, securities or other property is given, bequeathed or otherwise made available to the Minister.

46. (1) Subsection 108(2) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (c):

(d) any amount of money received under section 107.1 and any proceeds from the disposition of any securities or other property received under that section; and

(e) all amounts charged for the use of resources that are associated with the administration of this Act.

(2) Section 108 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) There shall be credited to the Canada Pension Plan Account an amount held in the Consolidated Revenue Fund representing the costs of the administration of appeals to the Review Tribunal referred to in subsection 28(1) of the *Old Age Security Act*.

(3) Subsection 108(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(b.1) all amounts credited to the Canada Pension Plan Account pursuant to paragraph (2)(e); and

Costs of appeals related to *Old Age Security Act*

1992, c. 48, Sch. [c. C-28.5]

CHILDREN'S SPECIAL ALLOWANCES ACT

47. (1) Subsection 10(1) of the *Children's Special Allowances Act* is replaced by the following:

10. (1) Except as provided in this section or section 11, all information with respect to any individual obtained by the Minister in the course of the administration of this Act and the

Communication of privileged information

45. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 108, de ce qui suit :

107.1 Le ministre peut, par don, legs ou autre mode de libéralités, acquérir des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les employer, gérer ou aliéner, pourvu qu'il respecte les conditions dont sont assorties ces libéralités.

Libéralités

46. (1) Le paragraphe 108(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) toute somme d'argent reçue en application de l'article 107.1 et le produit de la vente de valeurs mobilières ou autres biens ainsi reçus;

e) les frais d'utilisation de ressources qui servent à l'application de la présente loi.

(2) L'article 108 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Est virée du Trésor au compte du régime de pensions du Canada la somme qui représente les frais d'administration des appels interjetés devant le tribunal de révision visés au paragraphe 28(1) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

Coût des appels en matière de sécurité de la vieillesse

(3) Le paragraphe 108(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) les sommes virées au compte du régime de pensions du Canada en application de l'alinéa (2)e);

LOI SUR LES ALLOCATIONS SPÉCIALES POUR ENFANTS

47. (1) Le paragraphe 10(1) de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Sauf disposition contraire du présent article ou de l'article 11, sont protégés tous les renseignements recueillis par le ministre sur une personne dans le cadre de l'application de

1992, ch. 48, ann. [ch. C-28.5]

Protection

regulations or the carrying out of an agreement entered into under section 11 is privileged and no person shall knowingly make available or allow to be made available to any person not legally entitled thereto any such information.

(2) Paragraph 10(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to an officer or employee in the Department of National Revenue, the Department of Supply and Services, the Canada Employment and Immigration Commission or Canada Post;

(3) Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

(2.1) Any information with respect to an individual obtained pursuant to this Act or the regulations may be made available or allowed to be made available to a member of Parliament where such information is necessary to respond to a request made by or on behalf of that individual to the member of Parliament for information in relation to that individual.

(3) Notwithstanding any other Act or law, no officer or employee of Her Majesty shall be required, in connection with any legal proceedings, to produce or to give evidence relating to any information that is privileged under subsection (1).

48. Section 12 of the Act is replaced by the following:

12. (1) Any officer or employee of Her Majesty who is authorized by the Minister for the purpose may, in the course of their employment and subject to any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations and every person so authorized has, with respect to any such oath, affidavit, declaration or solemn affirmation, all the powers of a commissioner for taking affidavits.

(2) The Minister may accept, for the purposes of the administration of this Act or the regulations, any oath administered or affidavit, declaration or solemn affirmation given by any officer or employee of any

la présente loi et de ses règlements ou de la mise en oeuvre des accords conclus en vertu de l'article 11; nul ne peut sciemment permettre l'accès à ces renseignements à quiconque n'y est pas habilité.

(2) L'alinéa 10(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) des ministères du Revenu national et des Approvisionnements et Services, de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada ou de la Société canadienne des postes;

(3) Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Dans les cas où une personne demande à un parlementaire fédéral des renseignements qui la concernent obtenus dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, il est loisible de permettre au parlementaire d'avoir accès aux renseignements concernant l'auteur de la demande.

(3) Malgré toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé des agents de Sa Majesté de déposer en justice ni de produire des éléments de preuve au sujet de renseignements protégés au titre du paragraphe (1).

48. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. (1) Avec l'autorisation du ministre, tout agent de Sa Majesté peut, dans l'exercice de ses fonctions et sous réserve de toute autre loi fédérale ou provinciale, faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles exigés par l'application de la présente loi ou de ses règlements. À cet effet, il dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

(2) Le ministre peut, dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles de tout agent d'un ministère ou

Release of information to members of Parliament

Evidence and production of documents

Commissioners for oaths, etc.

Acceptance of oaths, etc.

Exception pour les parlementaires fédéraux

Témoignage et production de documents

Commissaire aux serments

Prestation de serments

department or other portion of the public service of Canada specified in Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* or of any department of the government of a province who has all the powers of a commissioner for taking affidavits.

d'un autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* ou d'un ministère d'un gouvernement provincial habilité à recevoir les affidavits.

R.S., c. U-1;
R.S., cc. 26,
27 (1st
Suppl.), cc. 5,
43 (2nd
Suppl.), cc. 14,
36, 38 (3rd
Suppl.), cc. 1,
4, 46, 51, 53
(4th Suppl.);
1990, cc. 8,
40; 1991, cc.
49, 51; 1992,
cc. 1, 27;
1993, cc. 1,
13, 24, 27, 34;
1994, cc. 13,
18, 21

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

L.R., ch. U-1;
L.R., ch. 26,
27 (1^{er}
suppl.), ch. 5,
43 (2^e
suppl.), ch.
14, 36, 38 (3^e
suppl.), ch. 1,
4, 46, 51, 53
(4^e suppl.);
1990, ch. 8,
40; 1991, ch.
49, 51; 1992,
ch. 1, 27;
1993, ch. 1,
13, 24, 27,
34; 1994, ch.
13, 18, 21

49. The *Unemployment Insurance Act* is amended by adding the following after section 96:

49. La *Loi sur l'assurance-chômage* est modifiée par adjonction, après l'article 96, de ce qui suit :

Exception re
war crimes

96.1 Notwithstanding any other provision of this Act, any information under the control of the Commission or the Department of Employment and Immigration, including information obtained or compiled under this Act or under any regulation made under this Act, may be made available by the Minister to the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police, the Minister of Justice and the Attorney General of Canada for the purposes of investigations, prosecutions and extradition activities in Canada in relation to war crimes and crimes against humanity.

96.1 Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre peut permettre l'accès aux renseignements détenus par la Commission ou le ministère de l'Emploi et de l'Immigration — notamment ceux recueillis dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements — au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, au ministre de la Justice et au procureur général du Canada pour les fins des enquêtes, des poursuites et des activités en matière d'extradition au Canada en ce qui concerne les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Exception
pour les
crimes de
guerre

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Appeals under
*Old Age
Security Act*

50. Any appeal made under subsection 28(1) or (2) of the *Old Age Security Act*, as that subsection read before the coming into force of section 16 of this Act, in respect of which no tribunal has been established is deemed to have been made to a Review Tribunal constituted under the *Canada Pension Plan*.

50. Les appels interjetés en vertu des paragraphes 28(1) ou (2) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 16 de la présente loi, pour lesquels aucun tribunal de révision n'a été constitué sont réputés interjetés devant un tribunal de révision constitué en vertu du *Régime de pensions du Canada*.

Appels
prévus par la
*Loi sur la
sécurité de la
vieillesse*

Appeals under
*Canada
Pension Plan*

51. Any appeal filed before December 31, 1991 under subsection 82(1) of the *Canada Pension Plan*, as that subsection read on the day immediately before that day, in respect

51. Les appels interjetés avant le 31 décembre 1991 en vertu du paragraphe 82(1) du *Régime de pensions du Canada*, dans sa version antérieure à cette date, pour

Appels
prévus par le
*Régime de
pensions du
Canada*

of which no Committee has been established is deemed to have been made to a Review Tribunal.

lesquels aucun comité n'a été constitué sont réputés interjetés devant un tribunal de révision.

CONDITIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

Conditional amendments re Bill C-52

Projet de loi C-52

52. If Bill C-52, introduced in the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to establish the Department of Public Works and Government Services and to amend and repeal certain other Acts*, is assented to, then, on the later of the day on which this section comes into force and the day on which subsection 61(2) of that Act comes into force,

52. En cas de sanction du projet de loi C-52, intitulé *Loi constituant le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et modifiant ou abrogeant certaines lois*, à la dernière en date de l'entrée en vigueur du présent article ou du paragraphe 61(2) de cette loi :

(a) paragraph 33(2)(a) of the *Old Age Security Act* is replaced by the following:

a) l'alinéa 33(2)a) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est remplacé par ce qui suit :

(a) the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Public Works and Government Services, the Canada Employment and Immigration Commission, Statistics Canada or Canada Post, where such information is necessary for the administration of this Act;

a) des ministères du Revenu national, des Finances, des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, de Statistique Canada ou de la Société canadienne des postes dans les cas où ces renseignements sont nécessaires à l'application de la présente loi;

(b) subsection 104(3) of the *Canada Pension Plan* is replaced by the following:

b) le paragraphe 104(3) du *Régime de pensions du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(3) Any information obtained by the Minister pursuant to this Act or any regulation may be made available to an officer, clerk or employee in the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Public Works and Government Services, the Office of the Superintendent of Financial Institutions, Statistics Canada or Canada Post, or to a person designated by the Minister as a health care professional, where it is necessary to do so for the purposes of the administration of this Act.

(3) Les renseignements obtenus par le ministre en conformité avec la présente loi ou tout règlement peuvent être rendus accessibles à un fonctionnaire, commis ou employé du ministère du Revenu national, du ministère des Finances, du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, du Bureau du surintendant des institutions financières, de Statistique Canada, de la Société canadienne des postes ou à une personne que le ministre désigne comme professionnel de la santé chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application de la présente loi.

(c) paragraph 104(5)(a) of the *Canada Pension Plan* is replaced by the following:

c) l'alinéa 104(5)a) du *Régime de pensions du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(a) any information obtained by an officer, clerk or employee in the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Public Works and Government Services or the Canada Employment and Immigration Commission for the purposes of the administration of this

a) il est loisible de permettre l'accès aux renseignements obtenus par un fonctionnaire, commis ou employé du ministère du Revenu national, du ministère des Finances, du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou de la Com-

Exception

Exception

Act may be made available or allowed to be made available by that person to an officer, clerk or employee in the Department of National Health and Welfare, the Department of National Revenue, the Department of Finance, the Department of Public Works and Government Services, the Canada Employment and Immigration Commission or the Office of the Superintendent of Financial Institutions for the purposes of the administration of this Act; and

(d) paragraph 10(2)(a) of the *Children's Special Allowances Act* is replaced by the following:

(a) to an officer or employee in the Department of National Revenue, the Department of Public Works and Government Services, the Canada Employment and Immigration Commission or Canada Post;

mission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'application de la présente loi à un fonctionnaire, commis ou employé du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, du ministère du Revenu national, du ministère des Finances, du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada ou du Bureau du surintendant des institutions financières pour l'application de la présente loi;

d) l'alinéa 10(2)a) de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* est remplacé par ce qui suit :

a) des ministères du Revenu national et des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada ou de la Société canadienne des postes;

COMING INTO FORCE

Coming into force

53. Sections 16 and 25, subsections 35(1) and (3) and 36(1) and sections 39 and 42 shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

53. Les articles 16 et 25, les paragraphes 35(1) et (3) et 36(1) et les articles 39 et 42 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.